

Côte d'Ivoire : stratégies des femmes pour lutter contre la flambée des produits alimentaires.

Le vendredi 16 octobre 2009, la terre entière célébrait la 29^{ème} journée mondiale de l'alimentation. La Côte d'Ivoire n'est pas restée en marge de cette commémoration. Derrière l'écran de la mobilisation médiatique, des femmes s'animent, depuis les dernières émeutes de la faim de 2008, pour satisfaire, dans des conditions de plus en plus difficiles les besoins alimentaires des familles.

Au fond de la marmite, un contexte difficile

Pendant de longues années la Côte d'Ivoire passait pour être un havre de paix, mais surtout un grenier qui nourrissait une population cosmopolite de nationaux et de non Ivoiriens. L'Etat tente de lutter contre le risque d'indisponibilité des produits alimentaires. L'Etat met en œuvre une vaste politique de l'autosuffisance alimentaire qui se traduit par la création de sociétés d'Etat avec le projet SODE : Société pour le Développement des Plantations de canne à Sucre, l'Industrialisation et la Commercialisation du Sucre (SODESUCRE), Société de Développement de la Production Animale (SODEPRA), Société de Développement de la culture du Riz (SODERIZ), Société pour le Développement et l'Exploitation du Palmier à huile (SODEPALM), Société de Développement des Fruits et Légumes (SODEFEL). Mais dès le début des années 80 les premières difficultés s'annoncent. La crise économique qui traverse la Côte d'Ivoire depuis 1981 s'est aggravée dans les années 1990. Les mesures de secours impulsées par les programmes d'ajustements structurels (PAS) ne ramènent pas la sérénité économique. Bien au contraire, l'activité économique connaît un ralentissement.

On assiste à une chute de l'emploi moderne. Le volume des emplois de l'administration publique est passé de 113.000 en 1992 à 91.936 en 1997. Les entreprises publiques et privées ont entrepris à partir de 1990 un élagage des effectifs et un remaniement à grande échelle des directions. Les finances publiques subissent aussi le contrecoup de la crise. Le taux de pauvreté qui était de 10% en 1985 est passé à 32,3% en 1993 puis à 36,8% en 1995 pour s'établir à 33,6% en 1998 (PNUD 1999). La crise n'épargne personne car toutes les nationalités sont frappées au même titre. En 1995 et 1998, le ratio de pauvreté des ménages dont le chef est ivoirien est respectivement de 35,4% et 33,4% (INS 1999). Selon l'INS, le taux de chômage en 1998 est de 4,6% de la population active dont 16,8% pour la ville

d'Abidjan avec une forte féminisation des emplois informels. Le « miracle » ivoirien se transforme en « mirage ».

Les choses ne s'arrangent pas, notamment avec l'avènement de la crise militaro-politique du 19 septembre 2002. Les indicateurs économiques virent au rouge pour le citoyen lambda en dépit des frémissements prophétisés dans le prisme des analyses macro-économiques. Selon le dernier Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), 12, 6% des ménages ruraux souffrent de l'insécurité alimentaire, soit 1.269.549 personnes concernées avec des cas de figures de mauvaise et de sous-alimentation (<http://www.ci.undp.org/>). Mais, selon le DSRP « *Malgré ces efforts, la comparaison des besoins alimentaires journaliers basés sur une moyenne d'environ 2.250 calories par personnes, et les schémas de consommation alimentaire, montre que les besoins minima de 20 à 40% de la population ne sont pas satisfaits* ». A ce déficit alimentaire, s'agrège une pauvreté grandissante qui touche l'ensemble du pays. A Abidjan elle est passée de 14,9% en 2002 à 21,2% en 2008. Dans les autres villes, de 31,9% en 2002, elle s'est stabilisée à 38,08% en 2008. Les femmes sont les plus pauvres. 20,7% des hommes sont pauvres contre 21,2% chez les femmes dans la capitale.

L'imagination féminine contre la faim : les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) contre les Stratégies d'Accroissement de la Popote (SAP).

Devant les difficultés qu'elles rencontrent pour approvisionner leurs ménages, les femmes développent toujours des techniques pour donner à manger à tout le monde. Dans les années 90, les marmites ont été rationalisées. Les quantités de produits alimentaires (riz, bananes, poissons, etc.) ont subi une baisse sensible. Cette réduction s'est opérée en dépit de la taille des ménages. Les conséquences sociales de cette mesure (qui perdurent toujours) sont énormes : fragilisation voire dislocation des liens dans les familles, rupture du filet de sécurité, délinquance juvénile, prostitution, grossesses précoces, alcoolisme et consommation de stupéfiants chez les enfants, etc.

Mais à leurs corps défendant, les femmes ont renforcé la mesure de rationalisation de la marmite en réduisant le nombre de repas. Certains ménages « privilégiés » suspendent le petit déjeuner au menu des adultes pour permettre aux enfants de mieux s'alimenter. Pour les plus vulnérables, les familles s'investissent dans la stratégie de la « mort subite » ou « un coup K.O ». Comme son nom l'indique il s'agit pour les concernés de se contenter d'un seul repas pour la couverture des besoins alimentaires pour 24 heures. Pour tirer tout le bénéfice de ce

repas, le repas est préparé et consommé autour de 15 heures, vers 17 heures ou, la nuit, au diner. Entre temps enfants et adultes végètent dans la débrouillardise pour « tenir le coup » avec des « secours ». Ce sont des repas occasionnels pris çà et là chez des connaissances (amis, petits amis, petites amis, camarades de classes, etc.) ou d'autres parents (oncles, tantes, cousins, etc.) dans la mesure où la faim chasse toute la famille loin du domicile.

Devant la flambée des prix, on ne parle plus de panier de la ménagère mais de sachet de la ménagère. Du reste ce sachet tend à se rompre. Cela entraîne une modification du régime alimentaire. Le menu des Ivoiriens a connu l'irruption de nouveaux produits. En réalité, ce sont des denrées qui n'étaient pas prisés par la majorité des populations. Leur consommation déclenchaient les railleries et autres remarques désobligeantes « *au moment où Abidjan était doux* ». Comme marqueurs sociaux, les aliments remplissent une fonction de positionnement socio-économique. Ils distribuent les individus dans des catégories sociales.

Ainsi, le discours populaire s'est enrichi de mots qui traduisent les noms donnés aux produits. Aussi curieux que cela peut paraître les noms de certains aliments de base sont associés à des figures politiques. Le maïs, déjà fortement présent au Nord est ironiquement appelé « *Bédié* » par les Nordistes en référence à l'accès à la magistrature suprême par le Président Henri Konan Bédié. Selon les consommateurs, l'augmentation de la consommation du maïs aurait coïncidé avec son accession au pouvoir, mais surtout, le durcissement de la « conjoncture ». Entre temps, la sauce faite à base de pâte d'arachide prend le nom du parti de l'ancien Premier Ministre de Félix Houphouët Boigny, Alassane Dramane Ouattara, pour devenir, la « *sauce RDR* ». Le maquereau, « *poisson blouson* » enrichi les sauces et autres soupes. Le « riz Gbagbo », une qualité de riz importé prend le nom de l'actuel Président Ivoirien, Koudou Laurent Gbagbo. Le thon, qui semble ne pas trouvé de « partenaires politiques » est célèbre grâce au « *garba* », l'*attiéké* (semoule de manioc) accompagné de poisson frit. Commercialisé dans des garrottes de fortune à des coûts à portée de toutes les bourses, il se consomme à tout moment de la journée dans presque toutes les familles. La protéine qui a connu le plus grand succès est sans nul doute, la viande de bœuf, plus connu sous les noms de « *pieds de bœuf* » (pour désigner les pattes) et le « *kplo* » (la peau de bœuf nettoyée, boucanée et vendue en petits morceaux de 25 ou 50 F.CFA). Les « *pieds de porc* » (pattes de porcs) se retrouvent également dans les marmites.

Les « nouveaux » aliments de base se vendent à moindre coût dans les marchés des quartiers populaires. Mais de plus en plus, les femmes de quartiers chics se ruent sur ces marchés pour faire des provisions hebdomadaires. Ce mouvement de femmes riches vers ces quartiers tend à corrompre le marché parce que les prix connaissent une hausse qui réduit l'accès des

produits à la majorité. Comme on l'affirme les femmes les moins nanties, « *elles ont gâté le marché* ». Mais l'ingéniosité des femmes les amènent toujours à innover en se rendant au « *marché Gouro* », vaste marché populaire de gros, demi-gros ou de détail tenu majoritairement par des femmes de l'ethnie Gouro.

A côté des marchés l'imagination pousse à la conservation et à la duplication des sources de revenus. De plus en plus on prépare des « *sauces de 2 jours* » ou de « *3 jours* » pour économiser l'argent de la popote. La configuration des ménages a changé. De plus en plus les femmes s'investissent dans les pratiques de production. De ce fait, la devanture des domiciles ou les espaces vacants adjacents ou vacants à quelques encablures de la maison sont aménagés pour recevoir des petits commerces. Les quartiers huppés sont concernés au même titre que les quartiers populaires. On peut lire à l'entrée des maisons, sur des pancartes ou affiches de fortune, « *vente de l'eau glacée* », « *vente de lait* », « *ici bon yaourt* », « *atelier de couture* », « *magasin de prêt-à-porter* », etc. Ces activités génératrices de revenus sont le plus souvent initiées pour soutenir la mobilisation de ressources.

Les femmes réagissent à la flambée des prix amorcée depuis bien longtemps en Côte d'Ivoire. Les émeutes de la faim qui ont animées les rues d'Abidjan en 2008 s'inscrivent dans un tourbillon cyclique qui semble se perdre dans la mémoire collective. Les hommes n'ont pas la mémoire alimentaire (<http://www.genreenaction.net/spip.php?article6480>). Ils oublient les crises alimentaires qui ont traversé leur histoire. La Côte d'Ivoire a déjà connu des troubles liées à la question de l'alimentation. On se souvient des émeutes de la faim de 1977 dû à la pénurie de riz. La ville de Bouaké, seconde ville du pays a connu les violences les plus marquées.

L'association des noms des aliments à ceux des leaders politiques tient à l'émission de messages de détresse des femmes et des plus vulnérables vers les décideurs. C'est une alternative d'échanges, de communication, de résistance devant un ordre établi. Devant le verrouillage des moyens légaux et officiels de communication les femmes ont développé cette alternative pour forcer l'attention, briser le silence, se faire entendre et tendre les mains vers les sphères de pouvoir. On peut avancer que c'est une forme de politique par le bas dans une société hyperpolitisée où les femmes portent seules le fardeau de la faim du peuple dans toutes ses composantes. L'histoire de l'humanité est liée à celle de la nourriture. Les écritures Bibliques rappellent que la souffrance de l'espèce humaine tient à une pomme, le premier fratricide à des paniers de fruits et de viande, la tentation du Christ à du pain et, son salut, à un repas saint (sainte cène). L'histoire continue, et il est temps d'ajuster la production de vivres à l'accroissement du pouvoir d'achat des femmes. Les Nikkei et autres NASDAQ doivent avoir

à leur côté des bourses de vivres pour réduire l'avancée de la faim. Car après les « guerres du pétrole », on sera confronté, à coup sûr dans les années à venir, aux « guerres du riz et de l'eau ».



Silué N'Tchabétien Oumar

Politologue, Sociologue.

Expert en gestion des conflits et paix et en Genre

Sirasso2000@yahoo.fr

(+ 225) 05 00 49 09

08 BP 67 CIDEX 02 Abidjan (République de Côte d'Ivoire)